

France et Rwanda peuvent désormais « avoir une bonne relation »

Le Figaro, 17 mai 2021

Par Le Figaro avec AFP



Le président Macron et son homologue rwandais Paul Kagame. LUDOVIC MARIN / AFP

La France et le Rwanda ont désormais l'opportunité de bâtir « une bonne relation », a estimé lundi le président rwandais Paul Kagame, après la publication en mars d'un rapport d'historiens français concluant à des « responsabilités accablantes » de Paris dans le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994.

Je peux m'accommoder « des conclusions du rapport, qui a écarté la complicité de la France », a déclaré M. Kagame, présent à Paris pour un sommet sur la dette africaine,

dans un entretien à France 24 et RFI. « Nous pouvons laisser le reste derrière nous et aller de l'avant », ajoute-t-il, alors que la question du rôle de la France dans le génocide a empoisonné les relations entre Paris et Kigali pendant plus de 25 ans.

Les conclusions du rapport Duclert, corroborées quelques semaines plus tard par un rapport commandé par Kigali à un cabinet d'avocat américain, constituent « un grand pas en avant », a estimé M. Kagame, pour qui « la France et le Rwanda ont désormais l'opportunité, et de bonnes bases sur lesquelles créer une bonne relation ». Interrogé sur la question des « excuses » que pourrait éventuellement faire la France, à l'instar de la Belgique peu après le génocide, M. Kagame a estimé que la décision revenait à Paris, tout en soulignant qu'il « apprécierait » le geste.

Évoquant la question des suspects génocidaires présents sur le sol français, il a estimé que « davantage pourrait être fait » pour les poursuivre en justice. Il a notamment estimé qu'Agathe Habyarimana, la veuve de l'ex président rwandais, figurait « en tête de liste ». Paris a toujours refusé d'extrader Mme Ha-

byarimana, soupçonnée d'être impliquée dans le génocide, ce qu'elle conteste. Une enquête la visant est ouverte à Paris depuis 2008. La question du rôle de la France avant, pendant et après le génocide des Tutsis du Rwanda, a été un sujet brûlant pendant des années et a même conduit à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009.

Le rapport Duclert a conclu aux « *responsabilités lourdes et accablantes* » et à l'« *aveu-glement* » du président socialiste de l'époque François Mitterrand face au génocide. Le génocide a fait plus de 800.000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsi, entre avril et juillet 1994.